



UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE

INSTITUT D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT
DE LA SORBONNE

MASTER 1 & 2

Mention Études du développement – SHS

Crises : interventions d'urgence et actions de développement

Responsable

Anne Le Naëlou

Sociologue

Maître de conférences

IEDES - Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Site

IEDES

Institut d'études du développement de la Sorbonne

Cité du développement durable

Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris

45 bis, avenue de la Belle Gabrielle

94736 Nogent-sur-Marne Cedex

France

iedes@univ-paris1.fr

<http://www.univ-paris1.fr/ufr/iedes>

Laboratoire d'accueil

UMR Développement & Sociétés

Université Paris 1 – IRD

<http://umr-developpement-societes.univ-paris1.fr/>



PRÉSENTATION DU PARCOURS

Les interventions de la communauté internationale, tant du point de vue des acteurs et de leurs relations (diplomatie, forces armées, organisations non gouvernementales, fondations) que des modes d'intervention (urgence, reconstruction, développement, médiations et actions de paix) qui se professionnalisent font face et s'adaptent à des configurations de crises renouvelées et pour certaines d'entre elles durables.

Sur ces 15 dernières années, les dispositifs de l'aide et de la coopération sont profondément restructurés recentrant les moyens financiers et les personnels vers les pays dit émergents d'Asie et du moyen Orient au détriment d'aires géographiques traditionnelles plus vulnérables, notamment africaines et vers l'aide d'urgence. Dans le même temps, de nouvelles puissances régionales sont renforcées et font valoir leurs intérêts alors que peinent à s'imposer de nouvelles instances de régulations internationales. Les territoires et leurs populations sont confrontés à des développements socio-économiques variables qui suscitent aspirations et frustrations. Les situations de conflits armés se multiplient trouvant un terrain favorable dans les pays en situation de crise économique (États fragiles, privatisations et appropriations, licenciements massifs dans les fonctions publiques, ingérences de la communauté internationale), sociale (émeutes de la faim, mouvements des « sans terre », mobilisations...) et idéologique (autoritarisme, populisme, fondamentalisme...). Enfin, les connaissances scientifiques de plus en plus étayées sur les multiples conséquences du changement climatique viennent consolider une prise de conscience montante d'une transition écologique multidimensionnelle (sociale, politique, économique, culturelle...) de grande ampleur qui interroge et met en question nos modèles de développement actuels.

Afin de répondre à la nécessité - perçue de plus en plus nettement par les Organisations internationales et nationales, par les ONG et par les entreprises - de recruter des cadres capables de concevoir et de conduire des actions en prenant en compte la complexité de ces enjeux, des situations de crise et d'en évaluer les effets multidimensionnels, un DESS « Crises : interventions humanitaires et actions de développement » a été créé dès 1999 ; il est depuis devenu un parcours de master 1 & 2, toujours actif et attractif, inscrit dans le contrat quinquennal de l'Université Paris 1 2018-2022. La formation met l'accent sur l'analyse plurifactorielle des crises : elles familiarisent les étudiant-e-s aux approches systémiques pour saisir finement les dynamiques et les stratégies des acteurs sociaux et des institutions en situation de crises et post crises. Le parcours « Crises » relève de la mention nationale de master « Études du développement » rejoignant la famille des formations internationales niveau master et doctorats des *Development studies* ; il est membre de l'*European Association of Development research and training Institute* (EADI) www.eadi.org. Cette formation académique de Paris 1 est aujourd'hui classée en 1ère référence par le *World University Ranking by subject*."

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES ET PROFESSIONNELS DU PARCOURS

Les "Études du développement" sont considérées comme un champ spécifique de la connaissance en sciences sociales, par nature interdisciplinaire. Selon la législation en vigueur, le parcours « Crises » du Master mention « Etudes du développement » en sciences sociales de l'IEDES est indifférencié préparant aussi bien aux métiers à finalité professionnelle de divers secteurs d'activités, qu'à ceux de la recherche publique ou privée en France ou à l'étranger.

Le parcours vise la formation de cadres, d'experts, de praticiens mais aussi de chercheurs et de consultants, appelés à travailler dans des institutions internationales, nationales, des collectivités territoriales, des organisations non gouvernementales ou des fondations menant des programmes d'action d'urgence, de post-urgence et de développement dans des situations de crise et de fin ou post de crise.

Ces crises peuvent résulter de conflits internationaux, de révolution (printemps arabes) ou de guerres civiles, mais également de catastrophes naturelles ou de causes économiques et sociales : famines, déplacements massifs de populations, déliquescence de l'État, chocs économiques externes, réchauffement climatique, effets d'un libéralisme exacerbé ... Diagnostiquer les différents aspects de la crise; border les impasses de certains systèmes et modèles de développement; repérer les acteurs sociaux protagonistes et leurs intérêts qui peuvent être complémentaires, mais aussi contradictoires; identifier les ressources existantes pour y répondre (internes ou externes); trouver les moyens de les mobiliser (projet collectif, médiateurs...) autour de modèles de

développement plus inclusifs ; reconstruire, « réparer » et réorganiser les ressources (humaines, économiques, politiques, écologiques..) , pour prévenir la résurgence des crises... à toutes ces étapes correspondent des savoirs et des modes d'action qui évoluent sans cesse et qui sont l'objet de cette formation.

Il est aujourd'hui admis que les pratiques, les cadres d'analyse (durabilité, gouvernance ..), les procédures (définition des interventions et ciblage des financements) des interventions en contexte d'urgence doivent se combiner à d'autres types d'actions plus structurelle et de long terme afin de contribuer et faciliter la reconstruction des sociétés locales frappées par des crises (catastrophes naturelles, crises économiques, sociales et politiques...). Ce parcours met l'accent sur la nécessité d'aborder les contextes d'interventions, qui apparaissent souvent délités et désorganisés, en mettant l'accent sur le renforcement de la capacité des pays et des groupes sociaux à tirer le meilleur parti de leurs savoirs, de leurs ressources et des possibilités qui leur sont offertes, y compris par l'aide internationale et en veillant au sort des populations les plus vulnérables. En effet, la réflexion repose ici sur une conception du développement selon laquelle celui-ci ne saurait se réduire à la simple exportation de modèles économiques et culturels occidentaux non articulés aux réalités locales. Le développement est un processus multidimensionnel et complexe qui concerne la réorganisation et réorientation de l'ensemble du système économique, politique, social et culturel. Il touche fondamentalement à nos croyances et à nos systèmes de représentations sociales bases de nos raisons d'agir.

C'est la raison pour laquelle le parcours « Crises : interventions d'urgence et actions de développement » inscrit sa problématique dans l'articulation entre actions d'urgence et programmes de réhabilitation-développement. A cette fin, il n'a pas pour objectif de délivrer un manuel humanitaire et met l'accent sur une nécessaire connaissance fine des réalités sociales, politiques et économiques des pays attributaire d'aide internationale. Il vise à contribuer au renforcement des compétences professionnelles et des capacités d'innovation des organismes et institutions chargés de concevoir et de mettre en œuvre ces programmes en privilégiant une capacité à comprendre les différentes facettes des situations de crise d'une part et à saisir les dynamiques et des relations sociales qui organisent les acteurs qui sont l'objet de ces actions pour les accompagner dans ces dynamiques d'autre part.

Par sa nature même, le domaine du développement appelle une mobilisation de toutes les disciplines de sciences sociales : sociologie, anthropologie, économie, histoire, sciences politiques, géographie, démographie, droit... L'interdisciplinarité n'est pas, ici, une simple question de principe, mais une question d'efficacité. D'une part, le dialogue avec les sciences « dures » est une exigence pour penser un développement durable. D'autre part, le dialogue entre les sciences sociales s'impose pour analyser les environnements et enjeux dans les régions concernées et apparaît constamment comme la clé de la réussite ou de l'échec des opérations de développement et a fortiori d'urgence. La mise en place de formations d'excellence en matière d'étude du développement durable ne peut que reposer sur l'alliance entre une interdisciplinarité voulue et maîtrisée, et une spécialisation nécessaire.

CONDITIONS D'ACCES

Le parcours M1&M2 « Crises : interventions d'urgence et actions de développement » est ouvert en formation initiale et en M2 seulement en formation continue via le service FCPS de Paris 1.

- Pour candidater en M1, il est demandé un diplôme de niveau L3 ou équivalent. Les principales formations requises et recommandées sont la sociologie, l'anthropologie, l'ethnologie, la géographie, l'économie, l'histoire, la philosophie, les études de sciences politiques, AES, et dans la mesure où les thèmes travaillés se rapprochent du développement et des relations internationales, les sciences juridiques et ingénieurs; toute candidature autre doit inclure des enseignements en sciences humaines validés avec des notes. Les activités validant un intérêt particulier pour les questions liées au développement économique, social, politiques, éthiques à travers divers formats (modules, mémoire, stage, expérience associative ou bénévole...) sont prises en compte dans la sélection des candidatures. ^[1]_[SEP]
- Pour candidater directement en M2, il est demandé un diplôme de niveau M1 ou équivalent dans les disciplines ci-dessous mentionnées. La lettre de motivation devra outre la présentation des acquis du parcours académique, valoriser tout forme d'expérience et d'engagements liés à la coopération et la solidarité en France ou à l'étranger. Un choix obligatoire est à faire entre dominante projet ou dominante recherche ; il n'est pas possible de candidater aux deux dominantes en même temps. Toute candidature au parcours M2 dominante Recherche est invitée à remettre, aux côtés des documents requis, un document de 2/3 pages, interligne simple, hors bibliographie présentant le projet de recherche. ^[1]_[SEP]

Le parcours M1&M2 s'adresse également à des profils ayant déjà une expérience tels que des responsables d'ONG, des cadres d'institutions nationales ou d'un autre pays UE ou hors UE, des salariés d'entreprises publiques ou privées, qui le plus souvent en accord avec leurs employeurs, mais également sur initiative individuelle, cherchent à acquérir ou à réactiver l'acquisition d'outils analytiques et conceptuels qui leur permettront de progresser dans leurs pratiques professionnelles et leur carrière. Les procédures de validation des acquis s'effectueront selon les termes réglementaires piloté au sein du service FCPS de l'université. Ouvert aussi aux procédures de VAE et de VAP, le-la candidat-e dont les acquis professionnels sont liés aux thèmes développés dans le parcours, peuvent se rapprocher du service VAE/VAP de Paris 1.

Les effectifs visés sont d'environ 17 /20 étudiants par promotion de M1 et de 23/25 enM2.

MODALITES D'INSCRIPTION

Les dossiers de candidatures sont remplissables en ligne via [eCandidat](#) sur notre site à compter du mois d'avril pour les candidats français et européens.

Dossier de candidature dématérialisé

- * **Lettre de motivation** montrant en particulier la place du parcours demandé dans le cursus universitaire du candidat et son inscription dans le projet professionnel ou de recherche du candidat.
- * **CV détaillé** faisant notamment état d'expériences liées au pays en développement, (stages, expériences professionnelles dans le cadre associatif ou autre), de travaux universitaires dans le domaine des pays en développement,
- * **Pièce d'identité**,
- * Scan du **relevé de notes du baccalauréat**,
- * Scan du **relevé de notes de Licence 1**,
- * Scan du **relevé de notes de Licence 2**,
- * Scan du **relevé de notes de Licence 3**,
- * Scan du **relevé de notes de Master 1** (pour les candidatures au **M2**). Pour les résultats de l'année en cours, fournir dès que possible, notes et copie du diplôme ou attestation sur l'honneur indiquant que le diplôme est en voie d'acquisition. Le ou la candidate s'engage à les remettre à la scolarité dès obtention, ^[1^{er} SEP]
- * **Diplômes étrangers** (si applicable) traduits par un traducteur assermenté (une traduction par vos soins peut suffire dans un 1er temps),
- * **Lettres de recommandation uniquement pour le M2** (facultatives)
- * **Attestations des stages effectués**,
- * **Certificat de niveau de langue française** (pour les candidat-e-s originaires de pays non francophones : niveau B2 minimal mais C1 recommandé) ou expérience d'enseignement en français,
- * Pour les étudiants candidatant en M2SHS **Dominante recherche**, un document de 2/3 pages, interligne ligne simple, hors bibliographie, détaillant leur **projet de recherche**.

Il n'y a pas d'audition, et c'est donc bien sur dossier que le jury d'admission se prononce, et ce courant juin. Réponse est alors adressée aux candidat-e-s.

DIMENSION INTERNATIONALE

Au niveau international, l'IEDES a de nombreux accords internationaux de coopération universitaire avec des pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et de l'Europe, et porte la [Chaire UNESCO Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir](#). Membre de l'[EADI \(Association européenne de recherche et de formation sur le Développement\)](#), il participe (aussi) à de nombreux réseaux scientifiques sur les questions du développement. L'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne à une offre générale de mobilité à l'international M2, dont les ERASMUS, à laquelle les étudiants de l'IEDES peuvent candidater dès leur M1.

Une convention spécifique d'échange d'étudiant et d'équivalence d'UE M2 est signée entre l'IEDES et l'EDIM de l'Université d'Ottawa pour 4 à 5 étudiants par an.

L'IEDES est localisé sur le [campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris](#), aux côtés d'organismes de recherche ([CIRAD](#), [CIRED](#),) et professionnels ([GRET](#), [AVSF](#), [CEF](#)) reconnus pour leurs expertises sur les questions de développement durable.

INSERTION PROFESSIONNELLE

Progressivement, les programmes d'interventions, dès la formulation des appels d'offre, prennent en compte une nouvelle orientation privilégiant l'articulation entre actions d'urgence, et programmes de réhabilitation-développement. Les acteurs non-gouvernementaux des interventions humanitaires ou de développement ont, pour l'essentiel, déjà entrepris ces dernières années leur mutation vers des stratégies d'intervention *articulant* urgence et développement. Les bailleurs de fonds, tels que l'Union Européenne (ECHO/EUROPAID) ou la Coopération Française, mais également les bureaux d'études dont les activités sont liées à ces institutions sont également en pleine mutation dans ce domaine.

Aux côtés de profils purement gestionnaires et financiers issus d'écoles spécialisées, ces organismes tendent aujourd'hui à privilégier le recrutement de cadres et de responsables ayant des capacités de synthèse, d'analyses critiques et d'innovation et formés aux approches Sciences Humaines et Sociales (SHS) afin d'adapter les philosophies, les dispositifs d'interventions et les pratiques professionnelles aux contextes politiques très évolutifs et d'une grande complexité.

Dans les universités, dans les instituts et les centres de recherches publics ou privés, se constitue aussi une capacité d'analyse des contextes d'interventions en changement, de leurs interactions avec la mondialisation et portant une attention renouvelée aux stratégies et adaptations des acteurs nationaux et locaux aux effets de l'aide.

Les organismes dans lesquels travaillent aujourd'hui les diplômé-e-du parcours Crises de l'IEDES peuvent être présentés par grandes familles :

- Bureaux d'études français et UE : IRAM, CICDA, SOFRECO, BDPA, SODETEG, ...
- ONG d'urgence : MDM, Humanity & Inclusion, MSF France, Belgique et Suisse, VSF, Solidarités,...
- ONG de développement intervenants en situations de crises et post crises (activités d'urgence, camps de réfugiés, déplacements et migrations forcées...), CCFD, Secours Populaire, Secours islamique, OXFAM, Children Fund's,, Amnesty, MADERA, AFRANE...
- Institutions nationales et internationales : OMI, MAEE, AFD, HCR, ECHO, CICR
- Coopération décentralisée et collectivités territoriales
- Organismes publics ou privés intervenants sur des thématiques liées aux crises en France
- Fondations et réseaux : Coordination Sud, CONCORD (Bxl), SPHERE, SYNERGIE, COMPAS Qualité, CLONG, Groupe INITIATIVES, Fondation pour le Progrès de l'Homme...
- Entreprises et acteurs de la RSE

Les étudiants ayant validé leur M2 avec un mémoire recherche assorti de la validation d'une option méthodologie de la recherche M1&M2, peuvent par la suite candidater à une école doctorale en France, en UE ou dans un pays tiers.

PROGRAMME ET ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS M1&M2

Le parcours indifférencié « Crises » est conçu sur deux ans.

- Un M1S1 est configuré comme un tronc commun pluridisciplinaire permettant à des étudiants de toutes horizons académiques de se familiariser avec la thématique du développement et du développement durable. Une entrée directe en M1S2, spécifique au parcours, est possible pour les étudiants déjà inscrits dans une formation de M1 à l'Université de Paris I (jury mi-janvier). Aux côtés des étudiants ayant validé leurs M1 à l'IEDES et qui passent de droit en M2, des entrées dites « directes » extérieures sont également possibles pour accéder à la seconde année spécifique au parcours avec un choix d'UE 3 entre deux dominantes l'une projet et l'autre recherche.

- En M2, les étudiant-e-s ont la possibilité de choisir entre une Dominante Projet ou une Dominante Recherche qui distingue leur parcours de formation sur une Unité d'enseignement (UE) seulement.

- L'UE 3 dominante Projet, est spécifique à chaque parcours et vise l'acquisition des outils de direction, de management et de conception de projets et programmes de coopération internationale (cycle du projet, suivi financier, évaluation...). Cette dominante conduit à la réalisation d'un stage professionnel conventionné réalisé en France ou à l'étranger auprès d'un organisme engagé sur les projets et programmes en contexte de post crise et de soutien aux activités de développement. Le stage obligatoire fait l'objet d'une convention de stage de 2 à 6 mois (2 mois minimum) établie selon les réglementations en vigueur est à effectuer entre le 1^{er} mars et le 15 septembre. Il est suivi de la rédaction d'un rapport de stage intégré dans l'évaluation du parcours pour un total de 30 crédits. Étape centrale de la formation, la période du M2S4 dite de professionnalisation est destinée à préparer l'étudiant à s'insérer dans le milieu professionnel du développement et de la solidarité internationale, il est donc vivement recommandé de faire un stage long c'est à dire couvrant la période de conventionnement la plus large possible (6 mois). La définition du projet de l'étudiant, la recherche, la réalisation du stage et la rédaction du rapport est étroitement articulée aux besoins des organismes d'accueil. La recherche du stage est effectuée par l'étudiant avec un accompagnement administratif assuré par le service des stages de l'IEDES et l'appui de l'équipe du parcours qui actualise la liste des organismes ayant eu appel à des stagiaires de M2 Crises les années passées.
- Ce stage implique fortement l'organisme d'accueil et les groupes professionnels spécialisés qui contribuent à l'apprentissage général aux métiers. La note de stage tient compte, du rapport remis par l'étudiant, de l'évaluation écrite de l'étudiant et de celle fournie par l'organisme d'accueil.
- L'UE 3 Dominante recherche est commune aux trois parcours de SHS de l'IEDES ; elle vise l'approfondissement des cadres théoriques et méthodologiques des sciences humaines et sociales. Outre les emplois mobilisant les outils de la recherche dans divers secteurs de la coopération internationale, cette dominante vise aussi à donner aux étudiant-e-s qui le décident, les bases nécessaires afin de poursuivre en thèse, en France ou à l'étranger. Au lieu d'un stage obligatoire de trois mois donnant lieu à un rapport de stage, ils mènent un projet de recherche donnant lieu à un mémoire de recherche soutenu devant un jury. Cette expérience de recherche peut aussi se faire dans le cadre d'un stage dans un organisme de recherche. Du fait de la mutualisation de cette UE aux trois parcours de SHS de l'Institut, le nombre de places en Dominante recherche est limité à 4/5 places par parcours. Le choix de cette dominante permet aux étudiants d'acquérir non seulement une spécialisation thématique du fait du choix de leur parcours mais aussi des compétences précieuses dans les métiers de la recherche. Plus d'information sur la notice M2 Dominante recherche SHS.

MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

Le contrôle des connaissances du parcours « **Crises : interventions d'urgence et actions de développement** » reprend les modalités communes au règlement cadre de l'Université de Paris I.

Le jury se réunit immédiatement après la notation des mémoires de stage et calcule la moyenne générale annuelle de chaque étudiant sur la base des coefficients prévus. Il peut attribuer des « points de jury » aux étudiants qui n'ont pas obtenu la moyenne générale de 10/20.

La validation du parcours est assortie des mentions suivantes :

- passable, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 10
- assez bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 12
- bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 14
- très bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 16.

EQUIPE PEDAGOGIQUE du parcours Crises (M1S1 à M2S4)

AGUERO HUILIEN Gala	ATER, en socio anthropologie, doctorante EHESS Paris
ANGELOFF Tania	professeur en sociologie, Université de Paris I-IEDES, UMR 201
ANNEQUIN David	directeur des urgences Médecins du Monde
AYIMPAM Sylvie	chargée de recherche LAM Bordeaux
BARCHICHE Damien	économiste, directeur de programme , IDDRI
BONNEFOY Laurent	chargé de recherche (CR1) au CNRS, affecté au CERI
BOUCHET- SAULNIER Françoise	juriste, <i>legal director</i> département juridique, MSF France
BERTREUX Thomas	colonel, troupes de marine
CAPITANT Sylvie	maître de conférence en sociologie, Université Paris I-IEDES UMR 201.
CLOQUET Cosina	consultante, ONG de développement et d'urgence
DAUVIN Pascal	maître de conférences en sociologie pol., Université de St Quentin en Yvelines
DEMANTE Marie Jo	chargée de Programme Décentralisation et Développement Territorial · IRAM
DE MILLY Hubert	économiste, conseiller politique à la direction de la Stratégie de l'AFD
ENTEN François	anthropologue, directeur scientifique GRET, chercheur associé UMR 201
GUAAYBESS Tourya	professeure en sc. de communication, université de Nancy
GILLOT Gaëlle	maîtresse de conférences en géographie, Université Paris I-IEDES, UMR 201
GUENARD Charlotte	maîtresse de conférences en économie, Université Paris I-IEDES, UMR 201
GRILLON Céline	chargée de plaidoyer Réduction des Risques, VHC et VIH, MDM France
GUMUCIO Sybille	<i>Senior Public Health Advisor</i> , Médecins du monde
ISSAD Halim	consultant, ONG de développement et d'urgence
JANIN Pierre	géographe, chargé de recherche IRD, UMR 201
JOURDAN Luca	anthropologue, professeur, Université de Bologne
KAWAKIBI Salam	chercheur en science politique, <i>Salam Kawakibi</i> est directeur du CAREP Paris
LANDY Frédéric	professeur de géographie, Université de Paris Nanterre
LE NAELOU Anne	maîtresse de conférences en sociologie, Université de Paris I-IEDES
LUSSIER Marie	chargée de projet- Programmes SSR et RdR · Médecins du Monde
MARIUS Kamala	maîtresse de conférences HDR, Urban Géography, LAM Bordeaux
NDIAYE Sidi	Enseignement-recherche conflit et post-conflit.
NGUENGANG WAKAP S.	chargée de projet, données sur les maladies rares, médecins du monde
NOBLET Mélinda	<i>senior Consultant - climate change adaptation expert</i>
NOUVELLET Marie	chargée de projet, médecins du monde
POVADA Juan Diego	chargé de projet, médecins du monde
RABIER Serge	chargé de recherche senior, Démographie et Genre à l'AFD
SARDAN de J-P Olivier	directeur d'études de l'EHESS en socio-anthropologie
SIMON Odile	consultante internationale, enjeux éducatifs en contexte de crises
SCALA Michèle	chercheur associé l'Institut français du Proche-Orient (Liban)
THOMAS Frédéric	chercheur, CETRI Belgique
TOULOUSE Benoit	chercheur, spécialiste SIG, PARIS HABITAT - OPH
VIGNES-TOURNERET Sandra	contrôleur de gestion, Direction financière, Handicap International
ZACCARIA Sophie	responsable des programmes transversaux, médecins du monde

ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS et DESCRIPTIF DES COURS

Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM	TD	Coef.	ECTS
Semestre 1				
UE 1 "Mise en perspective du développement"			10	10
Histoire du développement	20	0	2	2
Mesure du développement	22	0	2	2
Economie du développement	24	0	2	2
TD de l'UE 1	0	12	2	2
Analyse quantitative : inférence, causalité, rationalités (ECO)	21	0	2	2
Sociologie politique (SHS)	24	0	2	2
UE 2 "Analyse socio-économique du développement"			10	10
voir dans la liste; certains cours peuvent être obligatoires				
Sociologie du développement (SHS)	24	0	2,5	2,5
Anthropologie du développement (SHS)	24	0	2,5	2,5
Microéconomie du développement (ECO)	24	0	2,5	2,5
Macroéconomie du développement (ECO)	24	0	2,5	2,5
Mondialisation du développement	20	0	2,5	2,5
TD de l'UE 2	0	16	2,5	2,5
UE 3 "Espaces et Populations "			10	10
Géographie du développement	18	0	2	2
Géopolitique du développement	18	0	2	2
Démographie	18	0	2	2
Environnement et développement	18	0	2	2
TD de langues et validation de la maîtrise LV	0	18	2	2
Total	299	46	30	30
Volume horaire étudiant	253	46		

Semestre 2				
1 "Aide au développement : politiques et acteurs (TC)"			8	8
Acteurs et institutions de l'aide	20	0	3	3
Négociations internationales	20	0	3	3
Conférences : pratiques sociales et professionnelles du développement	20	0	2	2
UE 2 "Crise(s) et développement"			12	12
Crise urgence développement (séminaire central)	24	0	4	4
Crises et SIG	18	0	3	3
Droit international humanitaire	18	0	3	3
Initiation à la recherche (SHS)	21	0	2	2
option libre	18	0	2	2
UE 3 "Facteurs de crise et sorties de crise "			10	10
Identité et conflits	18	0	2	2
Justice, réconciliation, mémoire	21	0	2	2
Les armées dans les nouveaux conflits	15	0	1	1
Clientélisme, mafia et corruption	18	0	2	2
Crises et vulnérabilités alimentaires	15	0	2	2
Enjeux éducatif en contexte de crises et post crises	18	0	1	1
Total		246	0	30
Volume horaire étudiant		246		
Total annuel		545	46	60
		591		

• UE1 Tronc commun SHS

Acteurs et institutions de l'aide (coord. par Anne Le Naëlou,)

Constitué de quatre parties, ce cours vise à présenter les acteurs de l'APD mondiale et française, la lente construction d'une Politique européenne de développement et la place montante des acteurs non souverains (ONG et Fondations). Les intervenants privilégient les évolutions des mandats, dispositifs et des champs d'interventions de ces différents niveaux de l'aide et les débats en interne et externes qu'ils suscitent.

Cycle « Conférences professionnelles et sociales dans le domaine du développement » (coord. par Gaëlle Gillot)

Douze intervenants professionnels viennent présenter, tous les vendredis après-midi, leurs parcours et expériences professionnels et présentent de manière critique, et interactive avec les étudiants, leurs métiers actuels, leurs organismes employeurs, les évolutions qui concernent leur pratique professionnel et plus largement le domaine de l'aide et du développement. Mêlant profils plus ou moins expérimentés, ce cycle de conférence invite souvent des anciens iédesiens avec lesquels les échanges se révèlent très constructifs pour l'élaboration des projets professionnels des étudiants de M1.

Les négociations internationales autour de la mise en oeuvre des ODDs

(coord par l'IDDRI <http://www.iddri.org/et> A. Le Naëlou)

Sur la base d'un panorama des négociations internationales récentes et/ou en cours, l'objectif de ce module est de pointer les déterminants d'une négociation internationale dans le domaine du développement durable et de mettre les étudiants en capacité de comprendre et d'analyser les constructions des positions par les parties prenantes et d'envisager les alliances entre acteurs possibles.

• UE2 Crise(s) et développement

Crise urgence développement (séminaire central) (coord. par Anne Le Naëlou,)

Ce séminaire central qui se déroule sur deux semestres accompagne au fur et à mesure de la formation de master les articulations entre les trois 'objets' du parcours et les interactions entre les acteurs qui y sont mobilisés

- la crise, les crises,
- le développement
- les interventions d'urgence

Il contribue à donner la cohérence d'ensemble aux enseignements plus théoriques « facteurs de crise » (Famines, Réfugiés, Mafias, Corruption et Identités) et disciplinaires (Géopolitique et DIH) du M1, au travail d'analyse de cas pays (mémoires) et aux enseignements 'professionnels du M1&M2.

Ce module abordera aussi l'Anthropologie de l'aide humanitaire en situations de conflits

Alors qu'anthropologues et praticiens de l'aide humanitaire partagent de nombreux points communs, leurs relations ont souvent mêlées fascination et suspicion réciproques. Malgré des expériences de collaboration récurrentes depuis des décennies, et malgré l'habitude de travailler ensemble dans le monde anglo-saxon, une certaine incompréhension demeure encore, de part et d'autre, tant sur les méthodes de travail que sur les objectifs des uns et des autres.

Du côté des praticiens, la professionnalisation croissante des ONG humanitaires peut-elle permettre de changer la donne ? Du côté des anthropologues, l'ouverture de plus en plus marquée ces dernières années vers une anthropologie plus engagée peut-elle faire bouger les choses ?

Pour les acteurs de l'aide, comment s'enrichir des regards des anthropologues, de leurs analyses, pour des ONG dont le leitmotiv, que ce soit en situation de conflit, de pauvreté ou de catastrophe naturelle, est d'aider le mieux possible les populations ?

Ces questions seront collectivement débattues autour d'invités spécialistes (santé, réfugiés, alimentation, environnement, genre, micro crédit, etc.) .

SIG et crises (Benoit Toulouse)

Méthodes et concepts des SIG appliqués aux contextes de crises et post-crise. Etudes de cas pour chaque notion abordée et évaluation par dossiers collectifs

Droit International Humanitaire (Françoise Bouchet-Saulnier)

La question du droit international humanitaire (DIH) sera ouverte autour du tremblement de terre qui a eu lieu à Haïti en janvier 2010 : visionnage de films et débat sur l'aide humanitaire en temps de catastrophe (naturelle ou du fait de l'homme)

- L'introduction se déroulera autour des questions suivantes :

Qu'est-ce que le DIH ? Que sont les droits de l'Homme ? et comment les deux interagissent

Quelles sont les sources du DIH ?

- Ensuite, on abordera les règles essentielles et les principes fondamentaux du DIH :

Les populations protégées et les biens protégés

La limitation des méthodes de guerre

Les moyens de mise en œuvre du DIH : les moyens préventifs, les moyens de contrôle et les moyens de répression,

- En 3^{ème} lieu, un certain nombre de questions choisies seront développées :

- Le droit d'initiative humanitaire et le droit d'accès
- Les principes du DIH : humanité, impartialité, neutralité, indépendance
- L'ingérence/droit d'ingérence humanitaire/Opérations militaro-humanitaires
- Les méthodes de guerre : L'usage de la force doit toujours être soumis à un objectif politique légitime et limité à des objectifs militaires déterminés.

- La question du respect du DIH et de la sanction de ses violations sera ensuite abordée :

- Le DIH et la répression pénale
- Les causes possibles de violations du DIH : méconnaissance du DIH, absence de système centralisé de contrôle et de sanction (comme pour tout DI), « c'est la nature de la guerre qui le veut »
- Les différents tribunaux internationaux : les tribunaux de Nuremberg et Tokyo, le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie, le Tribunal pénal international pour le Rwanda, et la Cour pénale internationale. Les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, les génocides et la purification ethnique

Option libre

Les étudiants sont invités à personnaliser leur parcours en choisissant de suivre un cours dans l'offre de formation de l'IEDES ou plus largement de Paris1, ou à l'extérieur de l'université Paris 1, avec l'accord du directeur du parcours.

En M1S2, un cours optionnel d' « **Initiation à la recherche** » est ouvert à tous les étudiants du M1. N'engageant en rien à une poursuite d'études dans une filière « recherche », ses objectifs principaux sont de fournir des outils, des méthodes de travail, des "réflexes intellectuels", des savoir-faire afin d'aborder tout travail de recherche, de réflexion personnelle et/ou de rédaction allant au-delà des travaux "habituels" ou ordinairement demandés (articles, dossiers documentaires assortis de synthèse, rapports de stage; mémoires de toutes sortes...). Il est organisé selon les deux modules suivants:

- 1- « méthodologie de la recherche documentaire et de son exploitation » (méthodes de recherche, de sélection et de gestion des références bibliographiques, notamment à l'aide de logiciels dédiés et conception des mémoires et rapports de stage : des « attendus » aux normes et outils informatiques de mise en forme, etc...)
- 2- « construction d'un projet de recherche et enquêtes de terrain ». Cette partie du module est consacrée au choix d'un sujet de recherche, à la formulation d'une problématique et d'hypothèses, aux méthodes d'enquête, à la conduite d'un entretien, aux biais de l'enquête, à l'analyse des matériaux de terrain. Les études de cas et des exercices de simulation sont privilégiées.

• UE3 Facteurs de crises et sorties de crises

Identités et conflits (*Luca Jourdan*)

Le contexte de la fin de la Guerre Froide se caractérise par de grandes incertitudes face aux nouvelles dynamiques « globales » d'instabilité difficiles à appréhender et comprendre à l'aide des catégories classiques d'analyse. Deux paradigmes dominant et structurent les recherches sur les crises actuelles dans les pays du Sud : celle de la fin des idéologies et celle des logiques de prédation. Ce cours présentera comment les différents courants de recherche pensent, dans ce contexte, les relations entre les « nouvelles guerres » et la question identitaire sous ses diverses formes (ethnique, religieuse, etc.). Nous débiterons par la lecture de textes qui proposent les différentes approches de l'identité : substantialisme, relationnel, constructiviste. Dans un second temps, nous aborderons les auteurs qui interprètent les nouvelles crises en relation avec la question identitaire. Enfin, dans un troisième temps, nous nous interrogerons sur les corrélations établies entre l'intensité des effets de la violence et les identités afin de cerner une des modalités fondamentales des crises extrêmes.

Mots clé : nouvelles guerres, fin des idéologies, prédation, ethnicité, religion

Justice, mémoire et réconciliation (*Sidi Ndiaye*)

La justice transitionnelle, la justice pénale internationale, les processus de vérité et réconciliation, la lutte contre l'impunité, le travail de mémoire etc... Les chercheurs ainsi que les acteurs de la solidarité internationale développent un champ lexical de plus en plus fourni et diversifié pour décrire les processus à l'œuvre dans les pays, sociétés, régions « post-conflit », ayant eu à connaître la commission de crimes internationaux (génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre), de violations massives de droits de l'homme, de politiques généralisées d'exécution extrajudiciaire. Les questions de justice se sont depuis vingt ans radicalement internationalisées. La question de « la mémoire », même si elle est loin d'être nouvelle, est devenu un secteur professionnel d'intervention animé par des ONG, des associations, des centres de recherche puissants.

Ce séminaire présentera les différentes formes et catégories d'intervention développées aujourd'hui autour de ces questions que ce soit en terme de justice internationale, de justice transitionnelle ou de mémoire. IL dressera une cartographie des acteurs, des échelles et des enjeux. Ce séminaire n'a pas pour but de former des « juristes » de la mémoire, mais de mettre en lumière les dimensions politiques et sociales de ce genre d'approches ainsi que leurs contradictions : pardonner sans punir, punir sans pardonner, sélectivité des poursuites, sous-estimation des raisons du conflit, instrumentalisation de la mémoire et de la justice etc.

Les situations d'Afrique des Grands lacs et d'Amérique latine seront plus particulièrement étudiées selon une méthode participative où chaque étudiant sera amené à se focaliser sur une situation et à partager ces analyses avec le groupe. Les ressources audiovisuelles seront particulièrement mobilisées.

Les objectifs pédagogiques sont les suivants :

- comprendre les notions centrales sur lesquels repose ce champ (justice transitionnelle, justice pénale internationale, réconciliation, crimes contre l'humanité, complémentarité, politiques de la poursuite ...)
- maîtriser la cartographie des acteurs dans ce domaine
- comprendre les mécanismes d'articulation entre les niveaux national et international;
- être capable de comprendre la dimension de « diplomatie internationale » au cœur de ces questions ;
- produire une analyse critique de la rhétorique de la mémoire ;
- maîtriser un cas spécifiques.

Les armées dans les nouveaux conflits : une approche globale (*Colonel Thomas Bertreux*)

Problématiques

- La guerre aujourd'hui
- Politique de défense de la France et livre blanc
- L'organisation de la défense française aujourd'hui
- La nouvelle approche des conflits par les forces armées
- Gestion de crise et coopération civilo-militaire

Études de cas

La coopération civilo-militaire sur les théâtres d'opération (Afghanistan, RCI...)

Conclusion Une approche interministérielle de la résolution des conflits et des coopérations possibles avec la société civile

Mafia, Drogue, Corruption (*cours à plusieurs voix*)

Les principaux points abordés pour l'étude des crises, illustrés par des études de cas (en Amérique latine, mais également en Europe ou aux Etats-Unis) seront :

- 1) comprendre comment les crises (sociales, politiques ou économiques) sont liées à l'institutionnalisation de comportements corruptifs (différents selon les types d'Etat) et violents de la part d'acteurs intégrés au système et d'acteurs criminels extérieurs au système qui entretiennent des interactions également différentes selon les types d'Etat ;
- 2) caractériser les comportements corruptifs et violents et complexifier l'analyse de la corruption en interprétant celle-ci comme un effet de système (politique, économique) ;
- 3) établir une typologie des différents groupes criminels : leur rayon d'action, leur enracinement local, la création des routes des trafics. Leurs pratiques : entre menace d'exercice de la violence, violence réelle ou corruption des agents politiques et institutionnels.
- 4) construire une posture analytique face l'interprétation idéologique de la corruption ("tous pourris") et l'interprétation moralisante de la corruption ("c'est mal") en prenant en compte les faits sociaux, économiques et politiques qui fondent les comportements corruptifs par-delà l'enrichissement personnel des agents corrompus.

Normes, crises et vulnérabilités alimentaires (*coordonné par François Enten*)

Ce cours cherche à faire questionner les étudiants sur les outils institutionnels qu'ils auront à gérer, comme praticiens de l'aide internationale et gestionnaires de projets de réponse aux urgences et insécurités alimentaires. Il présente des analyses conceptuelles et empiriques des famines et de la sécurité alimentaire, ainsi que des mécanismes de préventions et de secours, le propos étant illustré par des études de cas.

Après une introduction sur l'histoire des famines et sur les formes de la faim dans le monde, il reprend les principales théories sur la famine (Malthus, Sen,...), pour souligner comment elles façonnent les solutions/réponses institutionnelles de façon technocratique.

Les famines et crises sont ensuite traitées sous l'angle des dispositifs globaux de la faim, tels que les systèmes d'alerte précoce (SAP). Ces instruments d'évaluation des crises sont les plus communément partagés par les opérateurs humanitaires. Ils seront analysés comme des construits sociaux aux paramètres évolutifs (bilans céréaliers, cours des prix, malnutrition infantile, etc...), soumis aux tensions institutionnelles et aux incertitudes méthodologiques. Cette lecture est complétée par la description de l'évolution du régime de l'aide alimentaire, passant de régime d'aide d'urgence à celui de régime de filets sociaux de sécurité.

Plusieurs études de cas viendront illustrer ces analyses.

La grille d'analyse des famines est appliquée à l'étude de différents cas de famines (Bangladesh, Soudan, Ethiopie, Madagascar, Irak, en fonction du temps).

Semestre 3					
UE 1 "Crise(s)"				10	10
Cours obligatoire	Crise urgence développement 2 (séminaire central)	24	0	2	2
Cours obligatoire	Crises : présentation de cas (4 cas de 6 heures)	24	0	1	1
Cours obligatoire	Crises : dominante "projets" : choisir 2 études de cas ; dominante "recherche" : choisir 1 étude de cas (Yémen/ Haïti /Sahel / Syrie) ; liste provisoire de pays pouvant changer selon l'actualité	30	0	5	5
Cours obligatoire	Réfugiés, migrations forcées, asile	18	0	2	2
UE 2 "Méthodologie"				8	8
Cours obligatoire	Indicateurs de crise et dispositifs d'interventions de sorties de crises	18	0	2	2
Cours obligatoire	Citoyennetés, contestations et pratiques politiques	18	0	2	2
Cours obligatoire	Sociologie des métiers de l'aide et de l'expertise	18	0	2	2
Obligatoire	Socle de compétences transversales	2	0	0	0
	1 cours sur 3 au choix				
Cours optionnel	Reconfiguration politique des mondes arabes	24	0	2	2
Cours optionnel	Construire la critique du développement	24	0	2	2
Cours optionnel	Anthropologie : terrains et travaux	24	0	3	3
UE 3 "Gestion de projet et outils d'interventions"				12	12
Cours obligatoire	Gestion de projet : ressources humaines	24	0	3	3
Cours obligatoire	Gestion de projet d'urgence : analyse financière	18	0	3	3
Cours obligatoire	Gestion de projet : urgence	18	0	3	3
Cours obligatoire	Gestion de projet : Evaluation, capitalisation et plaidoyer	24	0	3	3
OU UE 3 "Méthodologie de la Recherche"				12	12
NB: 1 cours optionnel parmi les 3 cours					
Cours optionnel	Anthropologie : terrains et travaux	24	0	3	3
Cours optionnel	Sociologie des politiques publiques : le développement durable	24	0	3	3
Cours optionnel	Crises alimentaires africaines : objet, dimensions et analyses	24	0	3	3
Cours obligatoire	Méthodologie de la recherche qualitative	24	0	3	3
Cours obligatoire	Méthodologie de la recherche quantitative	24	0	3	3
Cours obligatoire	Outils de la recherche	24	0	3	3
Total		452	0	30	30
Volume horaire étudiant dominante "projets"		260			
Volume horaire étudiant dominante "recherche"		272			

UE1 Crise(s)

Crise urgence développement (séminaire central) (Anne Le Naëlou, Pascal Dauvin)

Ce séminaire central se déroule sur deux semestres du M1& M2. Il invite les étudiants à envisager les articulations, les enjeux et les stratégies d'acteurs mobilisés en regard de trois notions

- la crise, les crises,
- le développement
- les interventions d'urgence

Il contribue à donner la cohérence d'ensemble aux enseignements plus théoriques « facteurs de crise » (Famines, Réfugiés, Mafias, Corruption et Identités) et disciplinaires (Géopolitique et DIH) du M1, au travail d'analyse de cas pays M2 (mémoires) et à l'ensemble des enseignements 'professionnels du M1&M2.

Analyse des situations de crises :

A l'issue des 4 cas pays présentés sur une journée par un spécialiste de la zone étudiée, les étudiants choisissent de travailler sur deux cas avec production d'un mémoire.

A l'issue du semestre, les démarches et résultats des mémoires sont restitués sous forme de mini colloques entièrement pris en charge par les ateliers et ouverts aux publics internes de l'IEDES et externes intéressés.

- Bangladesh
- Syrie

- Egypte
- Burundi

Réfugiés, migrations forcées, asile (*Mélinda Noblet*)

L'objet de ce séminaire de 18 heures est de présenter quelques dimensions essentielles de la problématique des « réfugiés » telle qu'elle se présente aujourd'hui à bon nombre de professionnels travaillant dans les organisations administratives, juridictionnelles ou associatives en relation avec les victimes de migrations forcées. Sans pouvoir aborder l'ensemble des enjeux que soulève l'accueil des exilés notamment en situation de crise, il s'agira de mettre en question un certain nombre de lieux communs relatifs à l'éligibilité des personnes au statut de « réfugié », relatifs aux finalités des organisations spécialisées dans l'aide aux exilés, relatifs aux fonctions sociales des lieux d'accueil des exilés et relatifs, enfin, aux conditions d'émergence de l'enjeu migratoire dans le champ politique. Le séminaire bénéficie des activités du réseau scientifique TERRA et s'appuiera sur la documentation mise à disposition sur le site du réseau : <http://terra.rezo.net>

UE2 « Méthodologie »

Sociologie des métiers de l'aide et de l'expertise (*Anne Le Naëlou*)

Ce cours de 15h, mutualisé avec les étudiants de M2R, s'appuie sur une posture théorique connue : il existe des configurations favorables à l'expertise et aux experts. Construction sociale historiquement déterminée, l'expertise exerce une procédure de catégorisation sociale, notamment quand elle a pour objectif de décrire et comprendre les sociétés en développement. L'expertise (et les experts qui la réalisent) est ici considérée comme une activité sociale menée par des agents sociaux qui contribuent ainsi à la fabrication et aux transformations des mondes sociaux.

Les exemples empiriques mobilisés relèvent plus particulièrement de deux grands domaines d'intervention : les politiques de développement au sud et, dans une moindre mesure, les politiques sociales au nord. L'observation et la réflexion sur les catégories de connaissance produites et circulant dans ces deux domaines permettent d'aborder l'évolution des rôles des ONG et des acteurs associatifs dans leur champ respectif.

Objectifs

- Mener et argumenter une réflexion théorique sur les notions d'expert et d'expertise comme constructions sociales
- S'exercer à décrypter les différentes caractéristiques de rhétorique de l'exercice d'expertise
- Appréhender les enjeux de l'exercice d'expertise dans la formulation des projets et des programmes de développement et de politiques sociales.

Indicateurs de crise et dispositifs d'interventions de sorties de crises (*Cosima Cloquet*)

In this course, we will reflect on the challenges of conflict prevention, management and resolution in Africa and engage with various forms of conflicts including ethnic violence, insurgencies, electoral conflict, political transitions and secessionism in both strong and weak states. The course has two goals: the first one is to better understand how policy is made when responding to crises in Africa, with an emphasis on the UN, and to analyse the key issues and debates arising from these processes. The second goal is to understand the complex dynamics of conflict through cases studies and to provide students with some tools to undertake conflict analysis. The course readings will include academic literature as well as recent policy documents. Students will have the opportunity to discuss current events in Africa, like for example the intervention in Mali, as well as interact with senior mediators and policymakers, who will be invited as guest speakers.

Citoyennetés, contestations et pratiques politiques (*Sylvie Capitant*)

Option libre (Enseignements recommandés 2019-20 avec planning compatible

Reconfiguration politique des mondes arabes : cours collectif (24h)

Le « printemps arabe » a entraîné une reconfiguration politique générale des mondes arabes, notamment sur le plan interne aux différents pays. Cette reconfiguration est en train de se dérouler, elle est diversifiée et multiple et son issue est une inconnue. Par-delà les implicites de la « transitologie », aussi bien les révoltes/révolutions que les transformations politiques en cours interrogent les paradigmes d'analyse des sociétés de la région. De même, elles mettent l'accent sur les apports que ces recompositions peuvent apporter aux sciences sociales et politiques en général. A partir notamment de l'exemple égyptien, tunisien, l'objectif général de cet enseignement est de contribuer aux interrogations scientifiques actuelles sur les mutations politiques des sociétés de la région. Trois thématiques seront privilégiées : mobilisations et révolutions : questions sociales, mutation du champ médiatique ; transformation du champ politique, institutionnel et électoral.

Genre et développement (Tania Angeloff)

Historiquement absente des politiques de développement, la question des rapports de genre est progressivement devenue une problématique incontournable depuis la conférence de Beijing (1995). Le séminaire « Genre et développement » vise à fournir aux étudiants les principaux concepts, méthodes d'enquête et outils d'analyse concernant les rapports hommes/femmes dans le champ du développement. Il a pour objectif de comprendre l'importance du genre en tant que dimension transversale à toutes les questions de développement. Pour cela, le séminaire partira d'un questionnement fondamental : Comment la prise en compte des rapports de genre, socialement construits et historiquement situés, permet-elle d'enrichir le regard sur les questions de développement (travail, éducation, santé, violences, changements climatiques, etc.) ? Inversement, comment les politiques de développement répondent-elles aux inégalités sexuées ? Par exemple, le modèle économique néolibéral dominant a-t-il aggravé les inégalités ? Ou au contraire, la prise en compte de relations inégales entre les sexes, dans les pays du sud comme partout ailleurs, a-t-elle permis de résorber, ou du moins de diminuer les violences, conflits, spoliations à l'encontre des femmes et des groupes vulnérables ? L'approche en termes de « genre » renvoie aux constructions identitaires féminine ET masculine. Ces dernières sont-elles prises en compte pour les hommes, comme pour les femmes, dans les programmes de développement ? En d'autres termes, les hommes seraient-ils les oubliés des problématiques de genre dans le développement ? Enfin, les femmes et les hommes ne forment pas des groupes sexués homogènes dans la mesure où existent d'autres formes d'inégalités : d'âge, de classe, de race. Dans ces conditions, comment la dimension transversale du genre enrichit-elle la compréhension de phénomènes sociaux imbriqués ? Si pendant plusieurs décennies, l'usage du genre dans les programmes de développement a consisté à s'intéresser aux femmes en tant que « groupe vulnérable », qu'en est-il aujourd'hui des dimensions croisées –ou « intersectionnelles » -des inégalités ?

UE3 Gestion de projet et outils d'intervention

Les enseignements de cette UE 3 sont entièrement assurés par des professionnels du développement. Le travail se fait sous formes d'ateliers et par petits groupes en privilégiant les exemples concrets et les mises en situation.

• Gestion de projet : ressources humaines (Salim Issad)

Introduction à la GRH dans les interventions humanitaires

- Rôle d'une politique RH, de la GRH
- Qui gère les RH ?
- Risque d'une mauvaise GRH
- Les outils de la GRH
- Qui fait quoi en matière de GRH/MRH
- Les activités d'un service RH/ le rôle d'un manager
- La GRH dans l'humanitaire
- Spécificités et défis de la GRH dans l'humanitaire
- Focus sur les RH nationales
- Les différents types d'acteurs et de statuts
- Qu'est ce qu'un organigramme ? Quels sont les différents types d'organigramme ?

A une séance d'introduction sur ces thématiques succèdent des études de cas pratiques en groupe intégrant une évaluation interactive.

• Gestion de projet d'urgence : analyse financière (Sandra Vignes-Tourneret)

• Gestion projet : urgence (David Anequin)

• Gestion de projet : évaluation, capitalisation, plaidoyer (Sybille Gumucio, et équipe MDM)

Semestre 4				
UE "Expérience en milieu professionnel"			30	30
Expérience en milieu professionnel			30	30
Total		0	30	30
Volume horaire étudiant		0		
Total annuel		452	0	60
		452		

L'IEDES est un institut poursuivant trois missions articulées autour de la mention nationale « Etudes du développement » : enseignements par et à la recherche, recherches et publications. Il publie la Revue internationale des études du développement (anc. Revue tiers monde) (<http://iedespubli.hypotheses.org/la-revue/presentation>).

Une gouvernance originale lui assurant une autonomie scientifique dans ces activités, est complétée par un Comité d'Orientation Stratégique composé de personnalités de plusieurs univers professionnels ayant un rôle consultatif sur les orientations et stratégies de l'établissement.

Une association AED regroupe des étudiants, anciens étudiants et amis de l'IEDES autour de divers projets et événements. Pour toute information concernant la vie institutionnelle de l'IEDES, piloté par Mme Marie Bardin (Vie.institutionnelle.IEDES@univ-paris1.fr).

Les parcours du master « Etudes du développement » bénéficient du potentiel de recherche des activités scientifiques de l'**Unité Mixte de Recherche « Développement et Sociétés »** <http://umr-developpement-societes.univ-paris1.fr/>. Créée en 2008, elle associe des chercheurs de l'Institut de recherche pour le développement et des enseignants chercheurs de l'Institut d'études du développement économique et sociale de l'Université Paris 1 autour d'un projet commun : l'étude pluridisciplinaire et multidimensionnelle des processus de développement dans les sociétés du Sud. Les recherches sont menées en Afrique subsaharienne, en Amérique Latine, en Méditerranée et en Asie.

Elles s'organisent autour de deux axes :

- « Accès aux ressources, reconfigurations du politique, et conflictualités » ;
- « Inégalités, Genre et Développement »
- et d'un pôle transversal « Fabrique du développement »

Les étudiants de master et les doctorants sont invités à participer aux réunions thématiques par axes ainsi qu'au séminaire central de l'UMR « Le développement : mise en perspective » une fois par mois sur l'heure du déjeuner.

L'objectif est de susciter un intérêt et une pratique de recherche auprès des étudiants, futurs professionnels appelés à travailler dans des structures diverses publiques ou privées en France et à l'étranger, afin de tisser des liens pérennes avec l'Unité en participant aux activités de recherche.

L'IEDES est situé sur le Campus du Jardin d'Agronomie Tropical de Paris (JATP) qui regroupe des organismes de recherche (CIRAD, CIRED, UMR 201) et des structures professionnelles reconnues (GRET, AVSF, CEDIMES, AGTER, ONF international, KINOME, Plate forme du Commerce Equitable) sur les questions de développement et de développement durable dans diverses régions du monde.

LOCALISATION ET CONTACTS

Le campus du Jardin Tropical de Paris est situé à 15 mn de Châtelet-Les Halles. Pour s'y rendre : RER A Station Nogent sur Marne - ou bus 114 ou 210 à partir de Château de Vincennes.

Service de la scolarité : scolarite-iedes@univ-paris1.fr.

45 bis av. de la Belle Gabrielle - 94736 NOGENT SUR MARNE.

tél. : +33 (0)1 43 94 72 15

<http://www.univ-paris1.fr/ufr/iedes/>